

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26  
Présents : 17  
Procuration(s) : 5  
Absent(s) : 4  
Nombres de votants : 22  
Votes pour : 22  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : mardi 5 décembre 2023

DELIBERATION N°DL\_AP2023\_0234

Relative à la consultation sur le projet de décret simple relatif à l'indemnité particulière d'exercice octroyée aux praticiens hospitaliers exerçant à Mayotte

L'an deux mille vingt-trois, le dix-huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Salime MDERE, Madame Nadjima SAID, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° DL\_AP2021\_0197 du 01/07/2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la lettre de saisine de Monsieur le préfet de Mayotte en date du 15 décembre 2023 ;
- Vu** le rapport n°2023-02058 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**

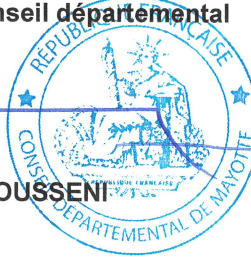
**Le Conseil Départemental,**

## DECIDE

- Article 1 :** De donner un avis favorable au projet de décret relatif à l'indemnité particulière d'exercice octroyée aux praticiens hospitaliers exerçant à Mayotte ;
- Article 2 :** D'autoriser le Président du Conseil Départemental de Mayotte à signer l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération ;
- Article 3 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSINI**



Le Secrétaire Général



**BORDEREAU D'ENVOI**

à

**Monsieur le président du Conseil départemental**

**BP 101**

**97600 MAMOUDZOU**

**Date : le 15/12/2023**

OBJET	NOMBRE	OBSERVATION
Consultation du conseil départemental de Mayotte sur le projet de décret simple relatif à l'indemnité particulière d'exercice octroyée aux praticiens hospitaliers exerçant à Mayotte  <b>Procédure d'urgence</b>	1	Transmis pour attribution (Cabinet et DGS)  <b>Je vous remercie de bien vouloir dater et signer le bordereau et le courrier et les remettre à l'huissier</b>

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint

  
Cédric KARI-HERKNER

Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 15 décembre 2023

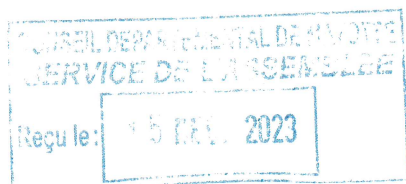
Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



**Objet :** Consultation sur le projet de décret simple relatif à l'indemnité particulière d'exercice octroyée aux praticiens hospitaliers exerçant à Mayotte.

**P.J. :** Projet de décret relatif à l'indemnité particulière d'exercice octroyée aux praticiens hospitaliers exerçant à Mayotte

Monsieur le Président du Conseil département de Mayotte,

En application de l'article L.3444-1 du code général des collectivités, j'ai l'honneur de vous transmettre, aux fins d'avis du conseil départemental de Mayotte, **le projet de décret relatif à l'indemnité particulière d'exercice octroyée aux praticiens hospitaliers.**

Le décret n°2018-1298 du 28 décembre 2018 relatif à l'indemnité particulière d'exercice octroyée aux praticiens hospitaliers à temps plein et aux praticiens des hôpitaux à temps partiel exerçant à Mayotte, avait fait l'objet d'une précédente saisine de votre conseil.

Cependant, cette indemnité particulière d'exercice n'a pas produit les effets espérés d'attractivité et de stabilité des praticiens, c'est pourquoi le projet de décret ci-joint vise d'une part à revaloriser le montant de l'indemnité et d'autre part à assouplir les conditions d'attribution de l'indemnité aux couples de praticiens en fonctions au Centre Hospitalier de Mayotte (CHM).

L'article D6152-71-1 du code de la santé publique modifié reproduit ci-dessous est susceptible d'être concerné par une consultation de votre instance :

Article 6152-71-1 :

« I. Une indemnité particulière d'exercice est attribuée aux praticiens hospitaliers à temps plein, y compris pendant leur période probatoire, affectés dans un établissement public de

santé du Département de Mayotte, s'engageant formellement par écrit à y exercer leurs fonctions pendant une durée minimale de vingt-quatre mois consécutifs.

« II. Le montant de l'indemnité particulière d'exercice attribuée est égal à **douze** mois des émoluments de base du praticien prévus à l'article R. 6152-23 pour les praticiens hospitaliers à temps plein.

(...)

« V. Dans le cas où un couple de praticiens mariés, concubins ou partenaires d'un pacte civil de solidarité est affecté dans un établissement public de santé du Département de Mayotte, les deux praticiens ne peuvent percevoir chacun l'indemnité particulière d'exercice.

(...) »

Cette revalorisation s'appliquera à l'ensemble des PH déjà en poste (112 selon les données du CNG au 1<sup>er</sup> janvier 2023) ainsi qu'aux futurs recrutements afin d'assurer la fidélisation de ces praticiens.

La modification des règles d'attribution de cette prime implique un versement d'un montant total de 4,4 M€ en deux temps pour 2023 et 2024. Pour la suite, en prenant pour hypothèse un accroissement de 25 % du nombre de PH sur les 4 prochaines années, le coût de cette mesure monterait en charge de 2,3 M€ en 2024 à 2,9 M€ en 2027.

[secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr)  
[consultation@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:consultation@mayotte.pref.gouv.fr)

**Je vous saurais gré de bien vouloir soumettre ce projet de texte à l'examen du conseil départemental dans le délai d'urgence de 15 jours et de me faire connaître son avis.**

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint.

  
Cédric KART-HERKNER



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des solidarités et de la santé

Décret n° du

relatif à l'indemnité particulière d'exercice octroyée aux praticiens hospitaliers exerçant à Mayotte

NOR :

**Publics concernés : praticiens hospitaliers**

**Objet : Modification et simplification des modalités d'attribution de l'indemnité particulière d'exercice versée aux praticiens hospitaliers s'engageant à exercer deux ans sur le territoire de Mayotte.**

**Entrée en vigueur : Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.**

*Notice : Le présent décret a pour objet de revaloriser le montant l'indemnité particulière d'exercice et d'ouvrir l'octroi de cette indemnité aux couples de praticiens mariés, concubins ou partenaires d'un pacte civil de solidarité qui seraient affectés tous deux dans un établissement public de santé du Département de Mayotte.*

**Références : Le présent décret, ainsi que les dispositions du code de la santé publique qu'il modifie, peuvent être consultés, dans leur version résultant de cette modification, sur le site Légifrance ([www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)).**

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la prévention,

Vu le code de la santé publique, notamment son article D. 6152-71-1 ;

Vu [l'avis/saisine] du conseil départemental de Mayotte en date [à compléter]

**Décrète :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article D. 6152-71-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

- 1° Au premier alinéa, les mots : « à temps plein » sont supprimés ;
- 2° Au premier alinéa du II, le mot : « huit » est remplacé par le mot : « douze » ;
- 3° Au premier alinéa du V, le mot : « ne » est supprimé.

**Article 2**

I.- Les dispositions de l'article D. 6152-71-1 du code de la santé publique, dans leur rédaction résultant du 2° de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, s'appliquent aux personnels mentionnés au I de l'article D. 6152-71-1 du code de la santé publique, s'engageant après la date de publication de celui-ci à y exercer leurs fonctions pendant une durée minimale de deux années consécutives et n'ayant pas, dans une période de deux ans avant la date précitée, perçu à ce titre l'indemnité mentionnée au même article.

II.- Pour les personnels mentionnés au I de l'article précité ayant contracté l'engagement mentionné au même alinéa dans une période de deux ans avant l'entrée en vigueur du présent décret et ayant perçu à ce titre la première fraction de l'indemnité, mentionnée au deuxième alinéa du III du même article, la seconde partie de l'indemnité, mentionnée au second alinéa du même III, est majorée, par dérogation, de quatre mois des émoluments de base du praticien prévus à l'article R. 6152-23 du code de la santé publique.

Les dispositions de l'article D. 6152-71-1 du code de la santé publique, dans leur rédaction résultant du 2° de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, s'appliquent à tout nouvel engagement conclu par ces personnels.

### Article 3

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de la santé et de la prévention, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par la Première ministre :

Le ministre de la santé et de la prévention,

Aurélien ROUSSEAU

Le ministre de l'économie, des finances  
et de la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno Le MAIRE

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérard DARMANIN



Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,  
des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Thomas CAZENAVE

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur  
et des outre-mer, chargé des outre-mer

Philippe VIGIER